

SAGGIO

L'Europe est sans pourquoi

MICHEL MAFFESSOLI

Université de Paris V, Sorbonne

Francia

Abstract

This contribution proposes a reflection on the idea of Europe, identifying some of the elements of continuity and rupture between the ideal originally underlying the European project and the current situation. From this perspective, it is crucial to recognise the importance that the phenomenon of modernity has had in the evolution of European history and the European ideal, allowing it to inspire and/or dominate the rest of the world. On the contrary, post-democracy and the emphasis on the concept of the nation-state seem to have frozen any communitarian ideal, generating a Europe that is far removed from the federal model (capable of giving citizens a sense of European belonging) and whose stasis has stifled any impulse to believe, think and do in the name of collective values.

Keywords:

Idea of Europe; modernity; post-modernity; European community; European values

Introduction

C'est la légende grecque qu'a choisie la communauté européenne pour illustrer les faces des derniers billets émis de l'Euro. C'est l'histoire du maître des dieux descendant de son Olympe et séduit, foudroyé, par la belle Europe. Pour qu'elle l'approche sans crainte, il se transforme en taureau (l'allusion est explicite), puis l'enlève, s'accouple avec elle sous forme humaine et la laisse dans l'île de Crète.

Curieusement pour un mot ayant une telle importance, l'étymologie d'Europe est incertaine. Peu importe les combats de philologues, 'terre large' en grec et en sanskrit, c'est-à-dire une des formes de la terre, Europe a aussi une étymologie sémitique, en arabe, Europe pourrait venir de *aruba* qui veut dire belle femme. Etymologie phénicienne et plus géographique enfin : *Ereb* le couchant et *Assou* le levant désigneraient les rives opposées de la Grèce actuelle et de l'Anatolie, soit l'Europe et l'Asie.

Sans trancher un débat de spécialistes, on peut constater simplement que dès l'origine de son nom, l'Europe est de frontières incertaines, de langues et de mythologies plurielles. Mêlant la plus classique des histoires grecques, celle de l'homme-dieu viril assujettissant la femme aimée à la description géographique exacte (soleil levant, soleil couchant) et au rêve le plus flou : la belle femme.

C'est cela l'Europe, la nôtre, celle d'aujourd'hui, le résultat des rêves, histoires, mythes millénaires, qui se sont entrelacés, malgré leurs logiques différentes. Une sorte de structuration contradictoire de l'inconscient collectif. Alors que les Etats Nations et les empires continentaux (chinois, étatsunien) se sont construits sur la poursuite du même, d'un commun homogène, l'Europe dans toutes ses tentatives impériales s'est toujours considérée comme un mélange de civilisations.

Aujourd'hui pourtant, il semblerait que l'idéal démocratique, celui du libéralisme économique et des droits de l'homme poursuive un objectif unitaire. C'est même la seule justification à l'Union européenne qui soit donnée aux divers États qui s'y rassemblent contractuellement. Mais c'est aussi, comme cela le fut au siècle dernier, l'un des motifs principaux du rejet populaire de l'Europe. Parce qu'ils n'ont pas le pouvoir et qu'ils n'excipent pas des mêmes moyens de Terreur

pour y parvenir, on ne peut croire que le Front National ou le Front de gauche s'apparentent en quoi que ce soit au nazisme ou au stalinisme. Il n'empêche, l'idéologie anti-bourgeoise et anti-libérale résonne des mêmes sentences que celles agitées naguère par Staline ou Hitler. Sauf que ces 'partis' ont renoncé à transgresser les règles constitutionnelles et que dès lors leur idéologie rassemble certes une large masse populaire, mais ne débouche pas en action de prise du pouvoir.

Quoiqu'il en soit, chez ceux qui défendent l'Europe comme chez ceux qui la vilipendent, on retrouve le même unanimité sur ce qui constituerait l'Europe actuelle, l'idéal européen. La défense des libertés individuelles et de l'égalité, mais aussi celle de la propriété, du droit à la concurrence, de l'idéal d'enrichissement. L'idéal de la Révolution française, moins la Terreur. L'idéologie du progrès, la « libération » par rapport aux liens religieux, communautaires, l'individualisme donc et la liberté d'entreprendre, de s'enrichir : pour le dire vite, l'absence de dieux et de mythes et les banques. La publicité obscène de Volkswagen, proposant comme « histoire », c'est-à-dire comme conte de fées à un enfant, l'offre de gratuité des pneumatiques à tout acheteur de la voiture est une illustration grotesque de ces valeurs.

Plus sérieusement, François Furet a bien montré en quoi cet idéal de la démocratie libérale fait de liberté individuelle et d'incitation à l'enrichissement concurrentiel et d'égalité était condamné à générer à terme plus de ressentiment que de dynamisme collectif. L'idéologie de l'Union européenne telle qu'elle transparaît aujourd'hui a exacerbé ce paradoxe. D'un côté la pauvreté elle-même est définie comme un avatar de l'inégalité¹, de l'autre toute intervention collective, notamment des institutions qui sont censées l'incarner, les Etats-Nations, les collectivités territoriales, est encadrée par le sacro-saint respect du droit à la concurrence. Et paradoxalement dès lors, l'aspiration à plus de solidarité et plus de communauté se rétracte dans un souverainisme étatique. Car la résistance à l'individualisme concurrentiel et à l'égalitarisme matérialiste s'est muée en un recours à l'Etat Providence. Qui n'en peut mais, puisqu'il est né de la même logique

¹ Est pauvre non pas celui qui souffre d'un manque par rapport à ses besoins ou ses désirs, mais celui dont le revenu officiel est inférieur à 50 ou 60% du revenu médian du pays. Ceci sans tenir compte de l'environnement, des biens communs voire des échanges non monétaires.

d'une incitation à la concurrence économique et à la compétition interindividuelle et d'une pitié un peu malsaine pour les oubliés ou les perdants de cette lutte. L'Etat providence comme prix de consolation aux perdants du grand boom économique.

L'Europe telle qu'elle fonctionne actuellement aboutit donc à une aporie et pourtant nombreux sont ceux que cet idéal européen fait encore vibrer.

Ce que l'Europe a « inventé » c'est cette pensée explicative et utilitariste, qui est à la base de la Modernité. Et la modernité a fonctionné comme une époque sans fin, sans remise en question possible. La modernité a cru dans cette idéologie du progrès, faisant de l'homme contemporain et particulièrement l'homme européen l'aboutissement des millénaires précédents et le dépassement voire l'oubli des mythes, des croyances et des idéaux des époques antérieures. Relégués au rang de superstitions, de croyances non scientifiques, de colifichets dont il convenait de se débarrasser. Au profit de la raison raisonnante, de l'économicisme et du scientisme.

Or c'est le fossé entre cet utilitarisme moderne et l'imaginaire contemporain, celui de la postmodernité qui explique aujourd'hui la volonté d'exit de nombre de peuples européens.

Et c'est la conviction profonde que le passé européen est bien plus riche que le mythe de la modernité performante et rationaliste de l'Union européenne qui irrigue, telle une nappe phréatique profonde, l'imaginaire de ceux qui s'identifient encore à l'Europe.

S'identifient, car au contraire de l'identité donnée par l'Etat nation, l'identification européenne ne peut jamais être exclusive. Par définition. Certes, tout au long de l'histoire, on a pu observer la volonté unificatrice de certaines nations ou de certains pouvoirs. Mais la puissance populaire pluraliste n'a jamais été jugulée. Le polythéisme des valeurs et des croyances a résisté même à la volonté de réduction monothéiste de l'Eglise et de l'Etat laïc. Les totalitarismes qui ont poursuivi par les moyens les plus violents le même idéal de réduction à l'Un, à une idéologie, un parti, un courant, un chef ont péri par la violence même qu'ils avaient agitée.

On a cru après-guerre que le contrat passé entre les nations et les citoyens, contrat rationnel et projectif permettrait de résoudre, de dépasser ce polythéisme

vigoureux. On a d'ailleurs confondu celui-ci avec la dysharmonie et on lui attribue souvent le motif des conflits. L'Union européenne créée avec frénésie toujours plus de règles unifiantes, toujours plus de normes qui visent la santé, le bien-être, le bien-penser des populations. Pourtant l'unification ne procure pas la pacification attendue et le contrat passé par l'opinion publiée est dénoncé chaque jour par l'opinion publique.

L'Europe apparaît comme un grand machin bureaucratique (Max Weber) contre lequel les peuples se révoltent et qui sombre dans une névrose obsidionale.

Inventeur de la modernité, l'Europe en est aussi la victime : oublieuse dans son arrogance des apports des millénaires précédents. Mais il est sans doute possible d'imaginer une Europe postmoderne, une Europe revanche des valeurs du Sud.

1. La fin de la modernité, la fin d'une Europe Une

Le terme politique traduit la tension paradoxale qui préside au rapport à autrui, à l'autre de l'extérieur comme à celui de l'intérieur.

Si l'on peut s'accorder avec Julien Freund pour reconnaître qu'il existe une essence du politique, qui détermine l'orbe du rapport à l'autre absolu ou aux autres relatifs, celle-ci n'est pas intangible et peut avoir, suivant les époques, des significations différentes.

La dialectique Pouvoir/Puissance peut permettre d'expliquer cette tension paradoxale. Par-là s'explique le drame du politique et en l'occurrence de la forme de regroupement Etat-Nation, mais aussi Union européenne : tout à la fois tributaire d'une base qui lui sert de support et immanquablement amenée à s'en abstraire. D'un côté la socialité, sa vitalité, son désordre fondateur, ce qu'on appelle la culture, de l'autre l'Etat sous ses diverses modulations, son ordre mortifère, et sa raison monovalente.

Pour le dire autrement, toute vie en société s'investit de manière différentielle : elle peut accepter (et même se reconnaître dans) la *libido dominandi* d'un seul, d'une caste ou d'une classe ; elle peut aussi se diluer dans le corps ou les plus petits corps sociaux et par là même se détacher de toutes procédures de délégation, représentation, caractéristique de la modernité.

Ce qui signifie que si la forme politique prise aujourd'hui par l'Union européenne est largement déterminée par la modernité, il n'est pas inéluctable qu'elle soit la seule forme possible de regroupement des peuples européens.

Certes la modernité a permis à l'Europe de dominer une partie du monde et d'y exporter son idéologie universaliste ; mais la société européenne a évolué, de manière souterraine et le modèle de l'union évolue sous cette poussée populaire.

1. 1 L'Europe a inventé la modernité

La Révolution française, les Lumières, la révolution industrielle, la société de consommation, les étapes de l'évolution de la société moderne sont bien connues. Il est important d'en identifier les piliers, les grandes structures, de comprendre quel type de regroupement ils impliquent et selon quel principe les peuples organisent leur collaboration.

Les 4 piliers de la modernité, rationalisme, individualisme, utilitarisme, progressisme.

Bien évidemment quand on analyse une époque, on met l'accent sur les valeurs dominantes de l'époque, comme le dirait Gilbert Durand, ce qui se joue en majeur. Mais le contraste n'est jamais total ni la domination complète. Les valeurs mineures continuent à s'exprimer, parfois de manière cachée ou discrète, nostalgique ou avant-gardiste. Il n'empêche le principe organisateur des trois siècles derniers, ceux de la modernité repose sur ces quatre piliers, rationalisme, individualisme, utilitarisme, progressisme.

Le rationalisme c'est le principe selon lequel toute chose est redevable d'une explication, tout acte ou tout fait à une cause, toute cause a un effet. Toute la science expérimentale des siècles passés repose sur ce principe, de même que les progrès technologiques, ceux de la médecine, de la biologie etc. L'exemple de la médecine est le plus parlant : toute maladie a pour cause un agent perturbateur, externe ou éventuellement interne et toute guérison passe par l'élimination de la perturbation. C'est le modèle pasteurien de l'éradication de l'agent bactérien ou viral, qui s'est appliqué ensuite à toute la médecine, y compris d'ailleurs pour part la psychanalyse freudienne, avec la recherche des évènements traumatiques, des frustrations etc. explicatives des névroses adultes. C'est également selon ce modèle que s'est fait le

développement industriel et la grande entreprise de domination de la nature. L'agriculture productiviste en est la figure emblématique.

Curieusement d'ailleurs, alors même que l'Europe a pris conscience des effets de cette dévastation du monde par la domination de la nature, elle adopte essentiellement des stratégies correctrices ou réparatrices sans remettre en cause le modèle originel. C'est ainsi que ne sont pas interdits des produits dont l'expérience montre les effets néfastes sur la faune et la flore sauvages sous prétexte que le processus nuisible n'est pas expliqué. Au final n'existe que ce dont la cause est identifiée.

Ce rationalisme est conjoint de ce qu'on peut appeler l'utilitarisme. Les activités humaines doivent être utiles, c'est-à-dire avoir des effets matériels, augmenter le bien-être évalué comme plus d'avoir. D'où le productivisme peu soucieux de préserver la planète, d'où l'organisation du travail orientée vers une augmentation continue de la productivité (produire plus en moins de temps de travail et avec une meilleure rentabilité du capital), sans prendre en compte les conditions de travail, de vie au travail devrait-on dire.

Rationalisme, développement scientifique et technique, productivisme et matérialisme s'inscrivent dans la grande idéologie du Progrès. L'évolution se définit par la flèche de l'histoire, le présent améliorant le passé et le futur ne pouvant qu'outrepasser ce mieux être. L'homme progressiste dépasse le passé, l'oublie, se détache de la tradition ressentie comme obscurantisme ou réaction. Mais entraîné dans la flèche inexorable du temps, il ne peut s'attarder au présent et vit dans une attente téléologique du futur, la société parfaite. Toute société est en construction, en attente. L'Union européenne est particulièrement représentative de ce vécu progressiste : les rattachements se font par étapes, les sorties d'ailleurs aussi, chaque décision nécessite un long temps avant sa mise en application, d'élaboration d'abord, puis de ratification, de transcription en droit interne etc. Si bien d'ailleurs que l'institution européenne malgré sa lourdeur bureaucratique apparaît en même temps comme une nébuleuse sans consistance, une Union qui reste floue.

Le quatrième pilier de la modernité est bien sûr, peut-être aurait-il fallu le citer en premier, le principe individualiste.

Le principium individuationis est cela même qui détermine toute l'organisation politico-économique et techno-structurelle qui s'inaugure avec le bourgeoisisme. Durkheim qui est certainement un des grands penseurs de ce processus, remarque d'une manière péremptoire que « le rôle de l'Etat n'a rien de négatif. Il tend à assurer l'individuation la plus complète que permette l'état social » (Durkheim, 1969, p. 103). L'Etat en tant qu'expression par excellence de la politique protège l'individu contre la communauté. Contrairement à ce qui est affirmé le plus souvent, la fin du politique (la défiance vis à vis de toutes les formes de représentation politique et de décision politique) ne signifie pas un repliement narcissique ou un développement de l'individualisme, mais au contraire sa fin également. Ou plutôt la saturation du principe individualiste et le développement de la personne.

Cette distinction entre individu et personne est classique depuis Mauss. L'individu est libre, il contracte et s'inscrit dans des rapports égaux. C'est ce qui va servir de base au projet, à l'attitude projective, c'est-à-dire la politique. Par contre la personne est tributaire des autres, accepte un donné social et s'inscrit dans un ensemble organique. D'un mot on peut dire que l'individu a une fonction et la personne un rôle. Cette distinction permet de comprendre que tel un mouvement de balancier, les formes d'agrégation puissent privilégier soit la politique, soit ce qu'on nomme la socialité.

À l'individu unifié succède la personne hétérogène capable d'une multitude de rôles.

La concentration du pouvoir d'Etat.

On l'a dit, rationalisme, utilitarisme, progressisme et individualisme ont déterminé la forme d'agrégation des sociétés de la modernité, les démocraties représentatives, formes de gouvernement des Etats-Nations.

Pour le dire autrement, l'Etat nation est la forme d'agrégation qui correspond à la modernité : des individus libres de tout déterminisme naturel, social ou religieux (communautaire) contractent par le biais de l'Etat. La concentration de l'Etat ne peut être que rationnelle et législative, elle fonde en raison ce qui doit être. Et en oublie les sentiments.

La politique telle que l'entend la modernité est « la science de la production » (Durkheim, *Le socialisme*). La politique se réduit à la recherche par chaque individu de ses intérêts économiques. Cela se fait au nom du principe de réalité. Il est des moments où la production est la réalité jusqu'à ce que la loi de la saturation donne une autre réalité à ce que la « réalité » vraie avait nié. Il est certain que la modernité avait privilégié le souci de régularité dans la cité. Régularité qui engendre à son tour la régularisation administrative. C'est le principe hégélien selon lequel « seul le rationnel est réel ». Principe qui va aboutir, dans les deux totalitarismes du XXe siècle aux dévastations que l'on sait, au nom de l'universalisme soviétique d'un côté, du particularisme raciste nazi de l'autre.

Il s'agit là du devenir monstre de l'Etat nation. Dans les deux siècles derniers, le jacobinisme (y compris sa période de Terreur) a été le modèle dominant pour tous les révolutionnaires ou réformistes sociaux. Leur bonne volonté ne peut être mise en doute. Mais en jouant les maîtres d'école, en sachant a priori ce qui était bon pour tous, outre les aberrations et catastrophes, ils ont permis que peu à peu la masse ne se sente plus concernée par la vie de la cité. Ce qui explique que pour le plus grand nombre démocratie signifie pouvoir de quelques-uns.

C'est au fond d'une confiscation par la forme étatique de la pulsion communautaire qu'il s'agit. On retrouve cette volonté d'agrégation avec les autres à l'origine de toutes les formes sociales. Même l'Etat nation est une belle idée, la République est la forme de gestion du bien commun. Mais peu à peu ce Nous se transforme en bien commun abstrait, défini par quelques-uns, la caste au pouvoir.

« L'abus des lois est le signe d'une société malade », disait Joseph de Maistre. Cette remarque précise bien que l'imperfection de la nature humaine requiert la loi, mais que la volonté de perfection finit par s'inverser en son contraire. A vouloir légiférer sur tout, régler tout aspect de la vie en société, fût-ce de la vie quotidienne, les législateurs impénitents finissent par susciter révoltes, effervescences, manifestations émotionnelles débridées.

Le retour de l'idéal communautaire.

De même qu'il y a un balancement entre rationalité législative tendant à figer l'état des relations sociales et irruption des sentiments tendant à créer de nouvelles formes d'agrégation et à redonner place à l'expression des sentiments et

des passions, il y a un continuel balancement dans l'histoire humaine entre des formes d'agrégation de type sociétaire et celles de type communautaire.

L'idéal communautaire est au fondement de tout vivre ensemble, même celui de l'Etat nation. C'est en tout cas une référence qui sert à justifier les sentiments et les raisons de l'être ensemble quelle que soit sa forme. De Leibnitz à Marx, on peut suivre à la trace le fil rouge de la communauté et du partage qu'elle induit, fil rouge qui sert d'ossature à la constitution du politique, qui en assure même la solidité et que l'on remémore à l'occasion, lorsque le besoin se fait sentir de rappeler la solidarité organique qui unit entre eux les protagonistes de la vie sociale. La communauté est cette forme de relation sans pouvoir entre le Je et le tu, qui permet de dépasser la pesanteur des contraintes économiques et sociales. Opposer communauté et société c'est retrouver la dialectique entre l'instituant et l'institué, le pouvoir et la puissance. La loi essentielle de toute structuration sociale est bien celle-ci : la dynamique instituante joue un rôle fondateur que l'institué tend à scléroser jusqu'à ce qu'à nouveau une autre force instituante vienne régénérer le corps social. Or le propre de cette énergie régénérante est bien le nous fusionnel ou confusionnel, autre manière de dire la communauté.

Ce qu'on constate tout au long des deux siècles précédents, c'est bien la confiscation par l'État de cette pulsion communautaire : la Nation représentait encore ce sentiment commun, cette expression d'un imaginaire commun. La grande guerre de 1914-18 dans laquelle les peuples acceptèrent de se faire massacrer au nom de cet attachement à leur Nation a sans doute défait la force de l'idée nationale, de la passion nationale. Amenant paradoxalement les vainqueurs de 1918 à la défaite de 1940. James Burnham montre qu'alors que le traité de Versailles avait été taillé sur mesure pour assurer sinon la domination, du moins la défense de la France, en Europe et par rapport à l'Etat allemand, cette domination s'est effondrée en 1940. Pour expliquer ceci, il fait état d'un « sentiment » : les Français n'avaient pas de motivation à se battre et surtout ces mêmes Français « sentaient » la nécessité de dépasser l'enclosure nationale, cette structure « moderne » de l'Etat nation, qui faisait que sur un espace fort limité, une vingtaine de nations se jalousaient, s'opposaient. Ils auraient senti un besoin d'Europe.

L'on peut extrapoler ce propos en montrant qu'un pouvoir central peut gagner des conflits sociaux et des guerres interétatiques ou civiles. Mais dès lors, pris qu'il est dans la dynamique centripète qui est la sienne, il ne voit pas le grignotage qui s'effectue à ses dépens. Il n'évalue pas les renaissances corporatistes, locales, municipales, qui elles reposent sur des sentiments partagés et qui préfèrent avoir affaire à un Empire nébuleux qui leur laissera leur puissance locale plutôt qu'à un Etat nation qui logiquement veut exercer son pouvoir.

Toutes les grandes structures centralisées ont fait les frais d'une telle déconstruction. De nos jours c'est le cas de l'Etat nation de type jacobin, ou de l'empire monopoliste auquel il a servi de modèle, par exemple les Etats Nations européens ou l'empire soviétique. Toutes ces entités reposant sur une abstraction se décomposent avec plus ou moins de fracas et de dégâts ; et ainsi les divers éléments qui les composaient reprennent une nouvelle vigueur.

Une interprétation du principe de subsidiarité verticale versus une interprétation plus horizontale.

On l'a dit, c'est l'État jacobin qui est à la base de l'État nation moderne. La centralisation du pouvoir, l'accapuration du pouvoir par une caste (le nombre de bourgeois qui remplacent les anciens aristocrates aux manettes du pouvoir est identique et témoigne juste d'une circulation des élites), se traduisent également par l'organisation des relations entre les diverses communautés (territoriales, associatives, corporatives) et l'État central. La France est sans doute l'exemple le plus abouti de centralisation (excepté bien sûr les États communistes dont le modèle est de plus totalitaire). L'Etat contrôle toutes les décisions et la répartition des compétences entre collectivités n'y est pas réelle, l'échelon central conservant le monopole législatif et pour part réglementaire. Dans les Etats fédéraux, un grand nombre de compétences sont laissées aux échelons régionaux ou locaux sans qu'une loi nationale ne les encadre.

C'est ce principe de subsidiarité, c'est à dire un partage du pouvoir entre les différents échelons locaux et nationaux ou supranationaux en l'occurrence qui est appliqué aussi pour l'Europe. L'échelon supérieur ne doit pas, en principe, traiter de questions que peut traiter l'échelon inférieur.

Cette conception de la subsidiarité comme partage du pouvoir, comme organisation rationnelle du pouvoir est celle développée par la modernité. Elle est congruente au modèle selon lequel l'Etat incarne le pouvoir et le pouvoir c'est la raison et la loi.

Mais il est des modes d'organisation du vivre ensemble et des relations entre les différentes communautés, notamment celles plus locales et celles englobant plusieurs localités qui témoignent d'une autre conception de la subsidiarité. Celle-ci se rapproche plus de l'acception thomiste et de l'étymologie du mot. Les subsidiaires sont ces forces de réserve, qui aident, qui collaborent. Le principe de subsidiarité par exemple dans la société féodale impliquait un partage des fonctions et un enchâssement des compétences qui relevait plus de cette forme d'aide et de collaboration que bien sûr le partage de l'Etat en départements fait par l'Etat jacobin. Ne serait-ce que parce que le modèle féodal ou médiéval part de ce qui est, des communautés qui sont et de leurs forces vives pour organiser, de manière d'ailleurs très souple leur collaboration alors qu'on connaît ce que fut la division en départements avec ses conséquences : le pouvoir du préfet (jusqu'en 1983 il est l'exécutif du département), l'homogénéisation de toutes les politiques départementales, éducative, culturelle, linguistique, sociale alors même que les conditions de vie, les besoins, les ressources sont très différents. L'Etat Nation centralisé a même réussi à modeler l'organisation de l'Eglise catholique, puisqu'aux nombreux évêchés, souvent plusieurs par département, a succédé une organisation totalement départementale.

Quand l'organisation est verticale, le principe de subsidiarité traduit juste une répartition des compétences, des pouvoirs, qui plus est verticale et décidée a priori ; quand l'organisation est décentralisée, les collaborations entre les différentes entités se font en fonction des situations, des besoins et des ressources propres, on pourrait dire que c'est la puissance de la base qui détermine les circuits de prise de décision.

1.2 L'Union européenne, acmé de la modernité

L'Union européenne s'est construite sur le modèle de l'Etat nation, même si elle vise un pouvoir supra-national voire une forme fédérale. Quelques exemples le montrent.

L'Euro et la Banque européenne.

Le symbole, c'est à dire la manifestation visible de cette chose invisible qu'est le sentiment européen est l'Euro. Certes, il ne devait constituer qu'une première pierre de cette « construction » qui devait aussi aboutir après avoir mis en place une politique économique commune (l'Euro implique la Banque centrale européenne) à une politique culturelle et une politique extérieure communes.

Peut-être celles-ci se réaliseront-elles ? mais, c'est la monnaie commune qui a été le premier signe irréversible de l'Union. Comme le dit C.G. Jung, ce n'est pas seulement le sens du symbole qui importe, le choix de l'image est essentiel. C'est bien comme le disait Durkheim cité plus haut, le devenir économique de la politique et d'une certaine manière de la religion que traduit ce choix de faire de la politique monétaire et budgétaire l'alpha et l'oméga de l'Europe.

Une Europe supra-nationale qui rigidifie la nostalgie souverainiste.

L'Europe fonctionne on l'a dit comme une institution supra-nationale exerçant de manière subsidiaire les pouvoirs que n'exercent plus (que lui ont concédé) les Etats Nations. On l'a dit plus haut, c'est une application du même modèle. Il n'est donc pas illogique que les contestations les plus fortes de l'Union européenne se fassent au nom d'un souverainisme un peu désuet. Ou pour le dire autrement, si c'est pour concentrer et centraliser les pouvoirs de manière bureaucratique et technocratique, si c'est pour développer du politique une acception essentiellement économique et productiviste, pourquoi ne pas en rester à l'Etat Nation.

Des frontières fermées.

Le grand et parfois le seul argument qui justifie dans la bouche des dirigeants des Etats-nations l'Union est celui de la paix. Les diverses commémorations auxquelles a donné lieu la guerre de 14-18 ont permis de beaux discours en ce sens. Certes pour l'heure les Nations européennes ne se battent pas entre elles, du moins hormis celles de l'ex-bloc soviétique. Il n'empêche, l'atmosphère devient de plus en plus guerrière. Guerres extérieures contre l'islamisme et le terrorisme, mais aussi modes belliqueux en matière économique et démographique. Alors que jusqu'à l'avènement du nazisme, il n'était pas besoin de passeport pour franchir les frontières de l'Europe, celle-ci érige, sur ses

frontières extérieures des barrières de plus en plus hermétiques, sanguinaires et coûteuses. La guerre économique également se joue autour du franchissement des frontières. Ce sentiment obsidional se répercute par un climat belliciste interne. Entre pays de l'Union qui se font la guerre économique (à coups de politiques fiscales et sociales plus ou moins incitatives), la guerre démographique (se renvoyant la responsabilité de l'accueil des étrangers), et peinant à réguler la coexistence des multiples communautés qui se sont installées en Europe tout au long de son histoire.

La surenchère sur la fermeture des frontières extérieures de l'Europe (alors même que celle-ci a toujours été un bout de continent aux frontières fluctuantes) se répercute par une nostalgie des frontières nationales.

1.3 *Secessio plebis*

On l'a montré, l'histoire est faite de ce mouvement de succession de l'instituant et de l'institué, de l'émergence de la puissance des sentiments que le politique avait cru dompter par l'usage de la seule raison rationaliste. Ce retour de l'idéal communautaire dans des sociétés dont les Etats avaient confisqué le pouvoir se fait de diverses manières : révoltes, voire révolutions bien sûr, mouvements violents et manifestations barbares de tous types, mais aussi des formes plus douces de sécession : abstention politique, désintérêt de la chose publique, refus des manifestations patriotiques trop codées, voire des formes plus constructives : expressions de solidarités de proximité, agrégations festives, ou passionnées, retour de l'idéal communautaire.

Face à une Union européenne engluée dans le modèle moderne de l'Etat-nation, concédant tout le pouvoir aux banques et aux technocrates divers, on entend bien sûr la contestation des souverainistes de tous bords : les nostalgiques de la pureté de la Nation et de son particularisme et ceux d'un universalisme égalitariste sur le modèle jacobin.

Mais ceux qui parlent le plus fort sur la scène médiatique ne sont pas les plus nombreux ni les plus vigoureux.

Et surtout, il convient de se rendre compte que la désaffection de l'Europe tient plus à son incapacité à adopter une forme congruente à l'époque postmoderne qu'à l'idéal d'union qu'elle représente.

Le Brexit n'a été que trop combattu au nom de la rationalité économique pour que nombre d'Anglais ne préfèrent pas un mythe plus chaleureux, plus sentimental, celui de la vieille Nation dont l'Empire domina le monde, celui du peuple résistant aux deux totalitarismes du siècle dernier, celui de Churchill et des rites du thé.

Maintenant, l'opposition se fait entre Nationalistes et Européens et non pas entre Régionalistes et Européens. Même les indépendantistes Catalans, Basques, Corses, Alsaciens, Bretons, Bavarois souhaiteraient un rattachement européen.

C'est donc bien l'Europe moderne, celle de l'Etat centralisé, celle de l'économicisme, de l'utilitarisme et de l'égalitarisme individualiste qui est contestée et non pas l'idéal européen, celui de la tradition qui reprend force et vigueur dans la postmodernité.

2. Europe de la postmodernité

Quelle pourrait être cette Europe de la postmodernité ?

On l'a montré, l'histoire est faite de ce mouvement de succession de l'instituant et de l'institué, de l'émergence de la puissance des sentiments que le politique avait cru dompter par l'usage de la seule raison rationaliste. Ce retour de l'idéal communautaire dans des sociétés dont les Etats avaient confisqué le pouvoir se fait de diverses manières : révoltes, voire révolutions bien sûr, mouvements violents et manifestations barbares de tous types, mais aussi des formes plus douces de sécession : abstention politique, désintérêt de la chose publique, refus des manifestations patriotiques trop codées, voire des formes plus constructives : expressions de solidarités de proximité, agrégations festives, ou passionnées, retour de l'idéal communautaire.

Face à une Union européenne engluée dans le modèle moderne de l'Etat-nation, concédant tout le pouvoir aux banques et aux technocrates divers, on entend bien sûr la contestation des souverainistes de tous bords : les nostalgiques de la pureté de la Nation et de son particularisme et ceux d'un universalisme égalitariste sur le modèle jacobin.

Mais ceux qui parlent le plus fort sur la scène médiatique ne sont pas les plus nombreux ni les plus vigoureux.

Et surtout, il convient de se rendre compte que la désaffection de l'Europe tient plus à son incapacité à adopter une forme congruente à l'époque postmoderne qu'à l'idéal d'union qu'elle représente.

Le Brexit n'a été que trop combattu au nom de la rationalité économique pour que nombre d'Anglais ne préfèrent pas un mythe plus chaleureux, plus sentimental, celui de la vieille Nation dont l'Empire domina le monde, celui du peuple résistant aux deux totalitarismes du siècle dernier, celui de Churchill et des rites du thé.

Maintenant, l'opposition se fait entre Nationalistes et Européens et non pas entre Régionalistes et Européens. Même les indépendantistes Catalans, Basques, Corses, Alsaciens, Bretons, Bavarois souhaiteraient un rattachement européen.

C'est donc bien l'Europe moderne, celle de l'Etat centralisé, celle de l'économicisme, de l'utilitarisme et de l'égalitarisme individualiste qui est contestée et non pas l'idéal européen, celui de la tradition qui reprend force et vigueur dans la postmodernité.

2. 1 Retrouver la pulsion Communautaire

On l'a dit, l'Etat-nation a en quelque sorte figé l'idéal communautaire qui était au fondement même de l'idée de nation. Ce qui était le sentiment de nation, le sentiment d'appartenance, l'imaginaire de la nation. Ce qu'on pourrait appeler le « national » (Hölderlin).

Et par contamination, l'Union européenne, supranationale est devenue une sorte de super Etat-national, une nation formée de nations.

Ceci dans l'ordre politique.

Mais dans l'ordre sociétal, c'est bien l'idéal communautaire qui est de retour. Au sens où c'est la communauté qui constitue la forme structurante de la société. Où c'est l'appartenance communautaire qui permet aux individus de se structurer. Mais ce non pas au sens d'une seule communauté déterminant un statut et une fonction pour chaque individu, mais au sens d'une multitude de communautés auxquelles les différentes personnes s'identifient. C'est cette possibilité, cette capacité d'identifications multiples et plus ou moins pérennes (souvent très fugaces) qui définit le climat contemporain.

Face à cela, le hiatus est total entre des institutions européennes figées, vieillissantes, jouets de divers lobbies et incapables d'immédiateté et les jeunes générations. Celles-ci vivent l'Europe sous forme d'appartenances à diverses communautés intra-européennes : musicales avec leurs groupes nomades, leurs festivals, leurs groupes de fans, sportives avec les clubs des différentes villes soutenus tout au long des saisons, et ces grands rassemblements que sont l'Euro ou autres coupes d'Europe ; intellectuelles avec la passion Erasmus ; quotidiennes avec les déplacements de populations, les commerces transfrontaliers ...

Cette Europe existe et rassemble non pas des citoyens européens soucieux avant tout d'élire des représentants qui défendraient au mieux leurs intérêts nationaux, mais des Européens de diverses origines rassemblés par des échanges et des partages, bref une subsidiarité au quotidien, une collaboration en réseau.

L'étayage de ces rassemblements communautaires transfrontaliers comme la reconnaissance des communautés régionales, de leurs langues, des diverses cultures, religions, voilà ce qui fait et ferait Europe.

2.2 Le polythéisme des valeurs

La pulsion unitaire a été le principe organisateur de la modernité. Il n'en a pas toujours été ainsi : le Moyen-âge, mais aussi l'Empire romain ont fonctionné sur un rassemblement des diversités, une harmonie des contraires, ce qu'on peut appeler l'unicité.

Le monothéisme domine l'Europe depuis plusieurs siècles, monothéisme Juif d'abord, puis monothéismes chrétien et musulman. On aurait tort de voir ce mouvement comme un aboutissement de la création religieuse de l'homme. De même est très étroite la conception du Progrès qui après l'unanimisme chrétien tend à la sécularisation de la religion², c'est-à-dire la réduction de la religion à la foi individuelle et son cantonnement au for intime.

L'Europe a été bien plus longtemps païenne et polythéiste que chrétienne, c'est pourquoi le débat sur les racines chrétiennes était mal posé.

Non que la culture chrétienne n'ait pas fourni en Europe quelques-unes de ses plus belles créations : des cathédrales à la littérature, à la musique et en général

² *Cujus regio, ejus religio* pour répartir les pouvoirs religieux et séculiers entre Princes, après la Réforme.

aux divers rites de la vie quotidienne. La cuisine européenne par exemple est très influencée par la pratique religieuse, celle-ci, juive, catholique ou protestante constitue en quelque sorte le cadre nécessaire à l'invention. Les monastères³ en sont le plus bel exemple, mais aussi les diverses coutumes locales, celles des repas de fêtes de Pâques ou de Noël.

Peut-être la meilleure expression de ce fonds polythéiste européen se trouve-t-il dans les contes de fées : ceux des frères Grimm mêlant comme ceux recueillis par Italo Calvino les figures du Christ et de la Vierge à celles des fées, des nains, des monstres et autres magiciens.

Le débat sur les racines chrétiennes de l'Europe était ainsi biaisé non pas qu'il faille, au contraire, oublier celles-ci, mais parce qu'il ne mentionnait que celles-ci. L'Europe a été romaine, celte, germanique. Elle a des panthéons divers dont on retrouve trace dans la littérature et la peinture des différents pays. Elle a d'une certaine manière métamorphosé les religions chrétiennes et juive d'ailleurs pour y incorporer des dieux et des saints locaux. Même les traditions récentes d'athéisme incorporent cette volonté de fêtes et de rites : il n'est que de voir le développement des journées et des fêtes diverses qui ne sont que des formes nouvelles de fêtes des saints. Communion dans la musique, dans la compassion des diverses causes de pathologies ou de fléaux sociaux, dans la commémoration etc.

2.3 Le retour des valeurs du Sud

Si l'Europe a été christianisée sous l'Empire romain, elle n'abandonna véritablement le paganisme et le polythéisme que tardivement. Jean Delumeau date cette christianisation réelle de la Réforme et de la Contreréforme. C'est aussi le début de la grande période missionnaire, celle pendant laquelle l'universalisme et le monothéisme, puis la « démocratie » fut diffusé dans le monde entier, dans les cales des marchands, au bout de la baïonnette des soldats et dans les Bibles des missionnaires.

Ce grand mouvement de christianisation et de curialisation des religions populaires accompagna bien évidemment le capitalisme et les valeurs de la modernité. Il n'est pas besoin de reprendre les thèses de Max Weber bien connues,

³ Cf. le livre de ce grand Européen que fut Léo Moulin, *L'Europe à table* et *Le monde vivant des religieux*.

on pourrait juste dire que l'aboutissement de cette évolution fut la « protestantisation » de l'Eglise catholique opérée au siècle dernier. Religion toute intellectuelle, culte évacuant les sentiments, accent mis sur la foi individuelle et les œuvres au mépris de l'expression collective des sentiments et en quelque sorte « politisation » de la pratique religieuse. Cette évolution peut se décrire comme une victoire des valeurs du Nord : sérieux, goût de l'entreprise, organisation de la concurrence, matérialisme ; le salut céleste, c'est-à-dire la marque de la grâce de Dieu se manifeste dans la réussite marchande. Les capitales sont Genève, puis Paris et enfin Berlin.

Cette forme de sentiment religieux tout individualiste et rationnel est en perte de vitesse, il n'est que de voir l'assistance croupion dans les Eglises le dimanche. Mais dans de nombreuses localités, des maisons, des salles, des chapelles sont investies et des cultes de type « évangélistes », charismatiques, mais aussi explicitement païens, se développent. La religion quitte les cieux réfrigérés de la foi individuelle pour développer, ici et maintenant, une communion entre ceux qui prient ou chantent ensemble.

Actuellement, en France, l'Eglise protestante compte plus de pratiquants pentecôtistes, baptistes, adventistes du 7^e jour etc. que de Réformés calvinistes. A Berlin, un week-end portes ouvertes de tous les lieux de culte est organisé chaque année et les Eglises chrétiennes collaborent avec les « *terreiro* » du candomblé brésilien, divers temples bouddhistes etc.

Le surgissement de cette diversité de sentiments religieux, de cette religiosité peut également s'exprimer dans le déploiement des langues régionales, l'attention portée aux Régions elles-mêmes. Le Conseil de l'Europe, institution pourrait-on dire plus culturelle que civilisationnelle, plus instituante qu'instituée est attentif à ces expressions diversifiées. Les politiques culturelles qu'il impulse tiennent plus de la collaboration en réseau que de la directive imposée.

Ce foisonnement d'initiatives locales, polythéistes, pluralistes traduit un retour d'une forme d'organisation ou de collaboration plus proche de celle de l'Empire romain que des Etats nations.

En ce sens, cette Europe là est en forte congruence avec l'évolution du reste du monde : l'Amérique du Sud, les pays asiatiques, les pays africains entraînent la vieille Europe vers un retour à ses sources latines.

Conclusion

Si l'Europe veut réussir à mobiliser les forces vives des peuples, ce sera en accompagnant résolument l'évolution en cours : un déclin de l'individualisme et un retour de l'idéal communautaire, une attention de plus en plus grande à la qualité de la vie en commun, l'acceptation d'un renouveau des institutions formalisant le vivre ensemble par les initiatives venant de la puissance populaire et un renoncement à la bureaucratie figée et unanimiste.

Une fédération européenne serait ainsi plus proche de l'idéal de l'Eglise médiévale, qui liait les diverses entités qui la composaient, évêchés, monastères, abbayes de manière dynamique : l'unicité traduit cette union en pointillé, qui tolère l'harmonie des contraires.

Bien sûr ce type d'Europe, qui seul pourrait susciter le sentiment d'appartenance des populations, ne se développera pas sans heurt. La crise telle celle du Brexit est une forme de choix, de tri : laisser de côté les formes vieillissantes de la modernité, celles qui étouffent, au nom du pouvoir et de la raison, les initiatives des divers groupes qui composent le monde européen et permettre leur expression la plus forte possible. Non pas une Europe qui impose ses directives à des individus autonomes, mais des personnes réunis pour croire, penser, faire dans diverses communautés qu'il appartient à l'instance suprême de réguler. Régulation souple, tolérante, s'ajustant au jour le jour. Cette forme floue peut susciter l'enthousiasme le plus fort des peuples.

Bibliografia

Durkheim E. (1969). *Leçons de sociologie*, PUF: Paris.